

Ceux d'entre vous qui suivent de près les affaires onusiennes savent que l'on recherche de plus en plus activement, depuis près de dix ans, des mécanismes devant permettre de combler le fossé économique entre pays développés et en développement. Ce processus - que l'on appelle le dialogue Nord-Sud - entraînera inévitablement l'affectation d'une partie importante des ressources mondiales aux nations ayant le plus besoin de développement économique. On reconnaît maintenant généralement l'importance primordiale de la tâche. En fait, d'aucuns soutiennent qu'elle est non seulement souhaitable, mais aussi essentielle si l'on veut éviter que l'ordre économique international ne soit marqué par la stagnation et le chaos.

Les efforts visant un ordre économique plus juste doivent englober un certain nombre d'initiatives, dont bon nombre sont discutées intensivement depuis quelque temps. Ces initiatives ont d'ailleurs été étudiées de façon généralement fort compétente et approfondie dans le rapport de la Commission Brandt. Aujourd'hui, j'aimerais vous entretenir de l'une de ces initiatives, qui s'enracine dans la relation qui existe entre le développement et le désarmement.

Développement et désarmement ont été liés, notamment par les pays en développement, et pour des raisons évidentes sur lesquelles le rapport Brandt s'est arrêté. Selon ce rapport:

"Les armements des superpuissances et leurs alliances permettent un équilibre précaire qui, étant donné les actuelles conditions politiques, contribue à préserver la paix mondiale. Par ailleurs, ils représentent un danger permanent de destruction nucléaire et un énorme gaspillage de ressources qui devraient être utilisées à des fins de développement pacifique. La constitution de stocks d'armes dans de nombreuses régions du tiers monde accroît la déstabilisation et nuit au développement. Une nouvelle approche des politiques de défense et de sécurité est indispensable. L'opinion publique doit être mieux informée des contraintes et du gaspillage qu'entraîne la course aux armements, des dommages qu'elle impose à nos économies ainsi que de la plus grande importance d'autres initiatives qui ne peuvent ainsi être